



Les GREAM

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 86, vol. 3

"Réfléchir à changer"

Octobre – Décembre 2023

Au contact de la corruption au Mali



Pr. Massa Coulibaly

Table des matières

Résumé	1
Introduction	2
1. Ampleur de la corruption	2
1.1. Personnes impliquées dans les actes de corruption	2
1.2. Niveau de corruption aujourd'hui versus hier	3
2. Expériences de corruption dans des services publics	5
2.1. Ecole publique	5
2.2. Clinique ou hôpital public	7
2.3. Acquisition d'une pièce d'identité	9
2.4. Avoir affaire à la police	10
3. Lutte contre la corruption	11
3.1. Les médias devraient enquêter sur les cas de corruption	12
3.2. Risque de signaler des actes de corruption	12
3.3. Obtenir des information de services publics	13
3.4. Probabilité de faire réagir sur un acte de corruption	13
4. Evolution de la corruption	14
4.1. De moins en moins de personnes impliquées dans la corruption, vraiment ?	14
4.2. La corruption augment-t-elle ou diminue-t-elle ?	15
4.3. Pot-de-vin et niveaux d'accès aux services publics	16
4.4. Est-il risqué de signaler des actes de corruption ?	17
Conclusions	17

Résumé

Le présent rapport traite des perceptions populaires de la transition en cours au Mali. Il scrute successivement (i) l'ampleur de la corruption, (ii) les expériences de corruption dans un certain nombre de services publics tels que l'école, la santé, l'état civil ou la police, (iii) la lutte contre la corruption et enfin (v) l'analyse comparée des perceptions de la corruption dans l'administration.

Sur toutes ces questions, les principales perceptions populaires issues de l'enquête Afrobarometer de juillet-août 2022 peuvent être ainsi résumées :

- ✓ un peu moins de la moitié des maliens perçoivent davantage de corruption chez les magistrats et juges, 48% et les hommes ou femmes d'affaires, 47%, les fonctionnaires et autres agents des impôts, 45%. Par contre, la corruption serait bien moindre dans les rangs des chefs traditionnels (22%), des leaders religieux (24%) et les fonctionnaires de la présidence (26%)
- ✓ pour près des deux tiers des sondés (64%) la corruption a diminué en 2022 par rapport à 2021, les hommes percevant plus de diminution que les femmes, à plus de 20 points de pourcentage d'écart
- ✓ entre 10 et 27% des usagers des services publics ont dû verser des pots-de-vin ou faire un cadeau ou une faveur, à raison de 10% à un enseignant ou dirigeant d'école, 13% au personnel de santé, 17% à l'état civil et 27% à la police. Face à la police, l'incidence du pot-de-vin est encore plus élevée sur les jeunes, 33% les 18-25 ans et 35% les 26-35 ans
- ✓ malgré la pratique plus courante du pot-de-vin, il est encore plus difficile que pour tout autre service public d'obtenir assistance de la police, 48% contre 33% l'état civil, 34% la santé et 16% l'école
- ✓ près 3/4 des sondés (74%) estiment que les médias devraient enquêter et publier constamment sur la corruption
- ✓ environ 2/3 des sondés (64%) estiment qu'ils risquent plutôt des représailles et autres conséquences négatives s'ils signalent des actes de corruption
- ✓ 3 maliens sur 5 pensent qu'il n'est pas probable de faire réagir une autorité anti-corruption quelconque lorsqu'un acte de corruption lui aurait été signalé
- ✓ la corruption a augmenté de 2014 à 2020, passant de 31% à 74% en passant par 60% en 2017, tandis qu'elle a de -64% en 2022 sur 2021.

Il faut rappeler qu'Afrobarometer est un réseau de recherche africain en sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur les questions clés politiques, sociales et économiques. Les données sont obtenues par entretiens en face-à-face dans les langues officielles et nationales avec des échantillons représentatifs (www.afrobarometer.org) des citoyens africains âgés de 18 ans ou plus. Le présent rapport est basé sur le traitement de données de certaines questions du questionnaire portant dans son ensemble sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali" avec les enquêtes de terrain menées du 06 juillet au 14 août 2022. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de $\pm 2.5\%$ à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Introduction

En juillet-août 2022, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobarometer au titre du round 9 pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". L'enquête a touché au total 1200 individus âgés de 18 ans ou plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako, dont 50% de femmes.

Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait à la corruption ainsi qu'à une analyse comparative des résultats d'avec ceux des rounds précédents sur un ensemble de problématiques intéressant les citoyens.

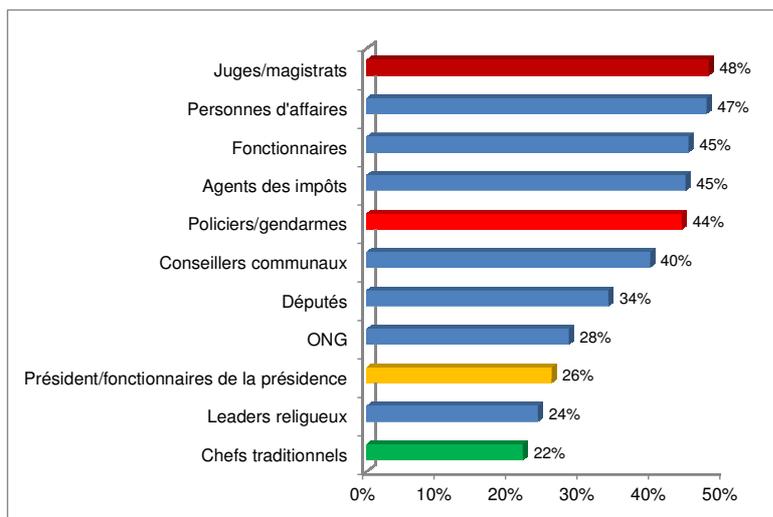
1. Ampleur de la corruption

La mesure de cette ampleur se fonde sur le niveau ou degré d'implication de certaines personnes ou structures publiques dans des actes de corruption ainsi que la variation (augmentation ou diminution) de la corruption de l'année en cours par rapport à une année auparavant.

1.1. Personnes impliquées dans les actes de corruption

A la question de savoir combien des personnes retenues sont impliquées dans des affaires de corruption, cette implication est ici mesurée par le fait qu'il s'agit de la plupart d'entre elles ou de toutes. Le niveau de perceptions de la corruption qui s'y dégage met en tête les magistrats et juges avec 48% d'incidence de la corruption, suivis de très près (47%) par les hommes ou femmes d'affaires, en d'autres termes le secteur privé. Ces deux premiers sont suivis des fonctionnaires et surtout des agents des impôts ou encore des policiers ou gendarmes, entre 45 et 44%. A 8 points de pourcentage des juges ou magistrats se situent les conseillers communaux, 40%. Cinq dernières catégories de personnes ou personnalités apparaissent comme étant les moins impliquées dans des actes de corruption. Ce sont au premier rang les chefs traditionnels (22%), ensuite les leaders religieux (24%) et le Président de la République ou les fonctionnaires de la présidence (26%). Ce milieu vertueux est bouclé par les ONG et les députés, 28% et 34%. Ainsi, nous avons d'un côté les 5 institutions les plus corrompues et de l'autre les 5 les moins corrompues avec entre ces deux groupes les conseillers communaux, néanmoins plu proches du policier/gendarme que du député.

Figure 1. Perceptions de corruption des ... (en %)



Si au plan national, aucune catégorie de personne n'est majoritairement déclarée corrompue, il n'en est pas de même au niveau régional. Il n'y a d'ailleurs que dans les régions de Kayes et de Ségou qu'aucune majorité ne se dégage, Kayes ayant un maximum de 45% pour les juges ou magistrats, et Ségou, 41% pour ces mêmes juges ou magistrats. Dans les régions du centre et du nord, régions en proie avec l'insécurité et l'extrémisme violent, dans la plupart des cas c'est toujours la majorité qui se dégage dans la culpabilisation des personnes pour fait de corruption, 7 personnes sur 11 à Mopti, 6 sur 11 à Tombouctou-Gao-Kidal. Au total, la corruption y serait plus générale que dans le reste du pays. A Koulikoro, une seule majorité se dégage, 54%, au préjudice du secteur privé, région où ces hommes ou femmes d'affaires paraissent plus corrompus que les juges ou magistrats, tout comme à Sikasso (60% contre 57%) et au nord (61% contre 51%). Bamako met au fronton des personnes corrompues, les agents des impôts et les policiers. Il importe de signaler que les leaders religieux ont leur plus mauvais score dans les régions du centre (43%, à 19 points de pourcentage au-dessus de la note nationale) et au nord (40% ou 16 points de pourcentage au-dessus de la moyenne). Il en est de même pour les chefs traditionnels ou encore les ONG, certainement plus présentes dans ces zones pour des activités humanitaires ou de développement.

Tableau 1. Les personnes impliquées dans des actes de corruption par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou-Gao-Kidal	Bamako	Total
Juges/magistrats	45%	45%	57%	41%	50%	51%	48%	48%
Personnes d'affaires	40%	54%	60%	24%	49%	61%	43%	47%
Fonctionnaires	34%	44%	49%	36%	57%	55%	49%	45%
Agents des impôts	31%	49%	50%	32%	54%	45%	52%	45%
Policiers/gendarmes	30%	40%	55%	36%	52%	52%	51%	44%
Conseillers communaux	41%	35%	38%	25%	54%	55%	45%	40%
Députés	24%	30%	36%	23%	50%	48%	40%	34%
ONG	17%	24%	40%	15%	46%	45%	25%	28%
Président/fonctionnaires de la présidence	18%	17%	24%	14%	53%	55%	32%	26%
Leaders religieux	6%	17%	39%	12%	43%	40%	25%	24%
Chefs traditionnels	7%	18%	25%	14%	39%	41%	26%	22%

1.2. Niveau de corruption aujourd'hui versus hier

A la question de savoir si le niveau de la corruption a augmenté, diminué ou est resté pareil pendant l'année écoulée, on conviendra qu'il y a diminution lorsque le répondant dit que la corruption a diminué "un peu" ou "beaucoup" et augmentation si au contraire, pour lui, la corruption a "beaucoup" ou "quelque peu" augmenté. Ainsi, pour près des deux tiers des

sondés (64%) la corruption a diminué en 2022 par rapport à 2021 tandis qu'ils sont seulement 21% à dire qu'elle a plutôt augmenté, 14% n'ayant pas perçu de variation du niveau de corruption d'une année sur l'autre. Ces niveaux de variation de la corruption dépendent de la région, du sexe, du niveau d'éducation et du statut de pauvreté vécue. D'abord il faut remarquer que quelle que soit la caractéristique sociodémographique ainsi retenue, il y a toujours plus d'avis en faveur de la diminution que de l'augmentation, dernière perception pour laquelle aucune majorité ne se dégage nulle part. Moins le sondé est pauvre, plus il dira que la corruption a diminué. Il y a également davantage de perception de diminution de la corruption qu'augmente le niveau d'éducation. Les hommes perçoivent plus de diminution que les femmes, à plus de 20 points de pourcentage d'écart.

Tableau 2. Perception de l'augmentation ou de la diminution de la corruption (en %)

		Augmenté	Diminué	Pareil	NSP
Région	Kayes	17%	67%	13%	3%
	Koulikoro	19%	67%	11%	3%
	Sikasso	16%	67%	15%	2%
	Ségou	21%	72%	7%	0%
	Mopti	35%	49%	15%	1%
	Tombouctou-Gao-Kidal	30%	42%	26%	2%
Sexe	Bamako	19%	64%	16%	1%
	Homme	15%	74%	10%	1%
Education	Femme	27%	53%	18%	2%
	Aucun	21%	62%	14%	3%
	Primaire	20%	63%	17%	1%
	Secondaire	21%	66%	13%	1%
Pauvreté vécue	Postsecondaire	19%	76%	5%	0%
	Pas de pauvreté	9%	83%	7%	1%
	Faible pauvreté	17%	70%	11%	2%
	Pauvreté modéré	24%	60%	13%	3%
Total	Pauvreté élevée	25%	55%	20%	1%
		21%	64%	14%	2%

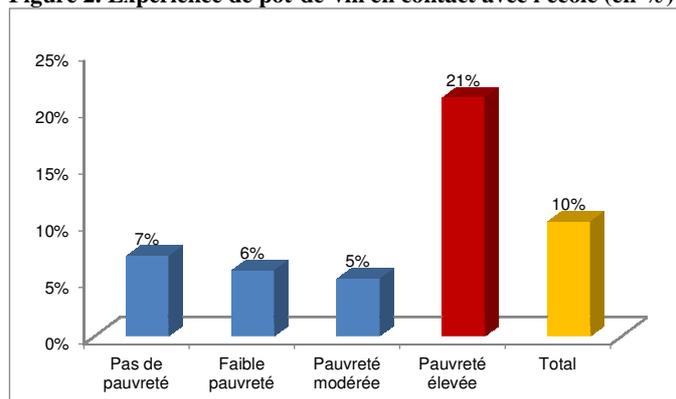
2. Expériences de corruption dans des services publics

Les services publics retenus dans cette enquête sont les écoles publiques, les centres de santé (cliniques ou hôpitaux), les centres d'Etat civil (les fournisseurs de pièces d'identité quelles qu'elles soient) et la police. Pour chacun d'entre eux, il est mesuré successivement l'expérience de pot-de-vin, la difficulté ou non d'obtenir satisfaction de ses besoins, et finalement le degré de respect de l'utilisateur de la part de l'agent public. Pour mesurer l'expérience de pot-de-vin, il faut d'une part que le répondant ait eu affaire au service public en question au cours des 12 derniers mois, ensuite qu'il ait eu à verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent public afin d'obtenir ce dont il avait besoin de ces services, que cela se soit passé, une ou deux fois, quelques fois ou souvent.

2.1. Ecole publique

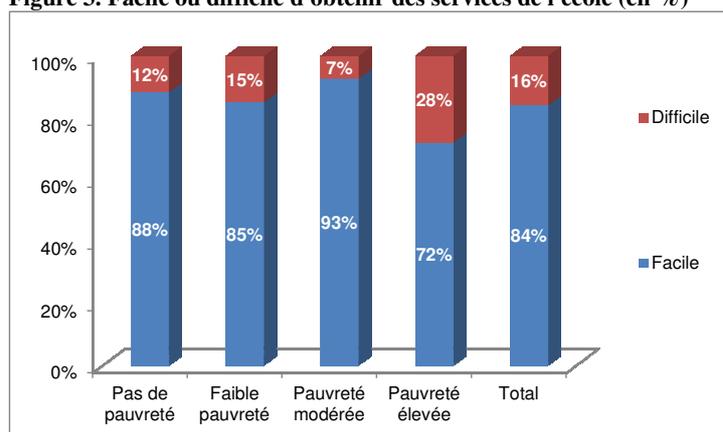
Dans leurs contacts avec l'école publique, 10% des usagers ont dû verser des pots-de-vin ou faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont ils avaient besoin de cette école, que cela se soit passé, une ou deux fois, quelques fois ou souvent. Cette incidence augmente avec le niveau de pauvreté, de 7% pour les non pauvres à 21% (3 fois plus que les premiers) pour les personnes en proie à une pauvreté élevée ou sévère. L'école réclamerait davantage de dessous de table aux pauvres qu'aux non pauvres. Ce sont aussi les pauvres qui ont le plus de contact avec l'école publique, les non pauvres privilégiant sans doute l'école privée et/ou confessionnelle.

Figure 2. Expérience de pot-de-vin en contact avec l'école (en %)



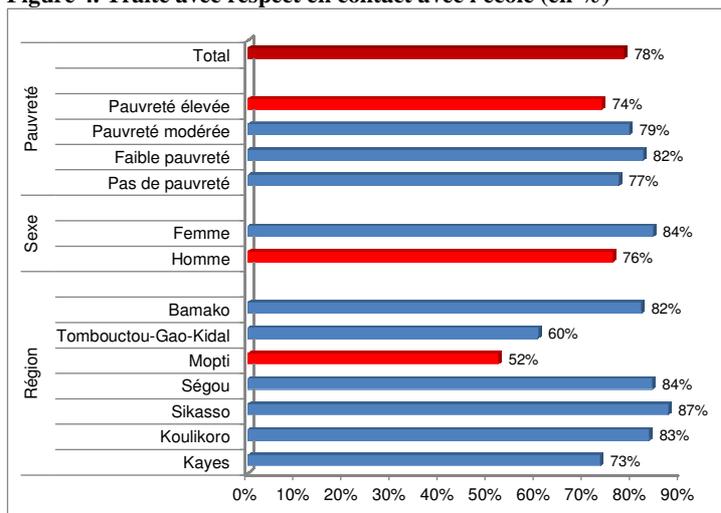
Etait-il (très)facile ou (très)difficile d'obtenir auprès des enseignants ou des dirigeants d'école les services dont le répondant qui a eu contact avec une école publique avait besoin, est la question posée dans cette enquête. Seulement 16% déclareront que cela était plutôt difficile contre 84% pour qui c'était au contraire facile. Ici aussi, plus l'on est pauvre plus il est difficile d'obtenir satisfaction pour ce dont on a besoin de l'école publique, 12% ou 15% pour les non pauvres ou faiblement pauvres à 28% (deux fois plus donc) pour les usagers au statut de pauvreté sévère ou élevée.

Figure 3. Facile ou difficile d'obtenir des services de l'école (en %)



A la question de savoir si au cours de son interaction avec les enseignants ou les dirigeants d'école, le répondant estime-t-il avoir été traité avec respect (quelque peu ou beaucoup), plus de trois quarts (78%) des usagers disent avoir été traités avec respect, les femmes plus que les hommes (84% contre 76%), les pauvres moins que les non pauvres ou faiblement pauvres. Le traitement avec respect est plus reconnu à Sikasso (87%) que partout ailleurs, suivi de Ségou et de Koulikoro, à 3 ou 4 points de pourcentage de moins. C'est finalement à Mopti que l'utilisateur de l'école publique serait traité avec moins de respect, beaucoup moins que partout ailleurs, 52% des traitements avec respect contre une moyenne nationale de 78% et même derrière les régions du nord, 60%.

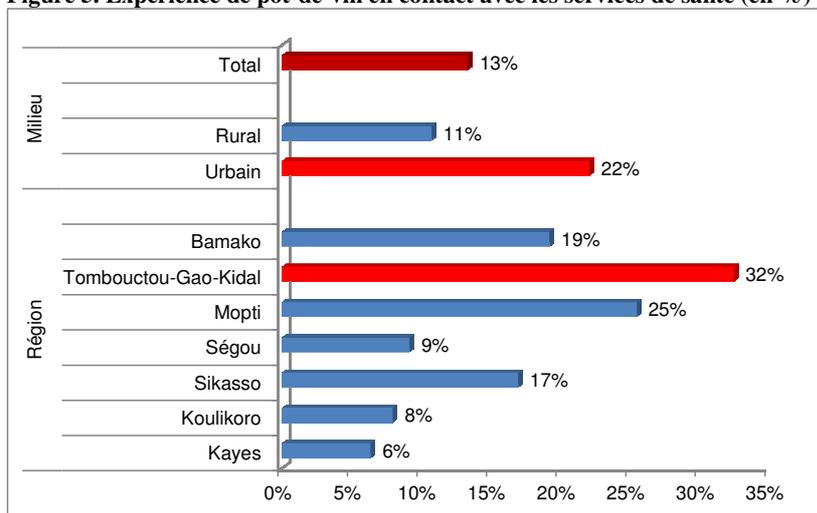
Figure 4. Traité avec respect en contact avec l'école (en %)



2.2. Clinique ou hôpital public

Ici, l'école est tout simplement remplacée par la clinique ou l'hôpital public pour des besoins de soins ou de services médicaux quelconques et l'interaction avec le corps médical. Un peu plus que pour l'école (10%), 13% des usagers de ces centres de santé ont dû verser des pots-de-vin dans leur interaction avec lesdits centres, deux fois plus en milieu urbain comparativement au milieu rural (22% contre 11%). La corruption des agents de santé est beaucoup plus présente au nord (32%) et au centre (25%) que dans les autres régions du pays. Le phénomène est beaucoup plus rare à Kayes (6%), Koulikoro (8%) et Ségou (9%). Les régions de Sikasso et de Bamako sont dans une position médiane entre ces deux premiers groupes opposés.

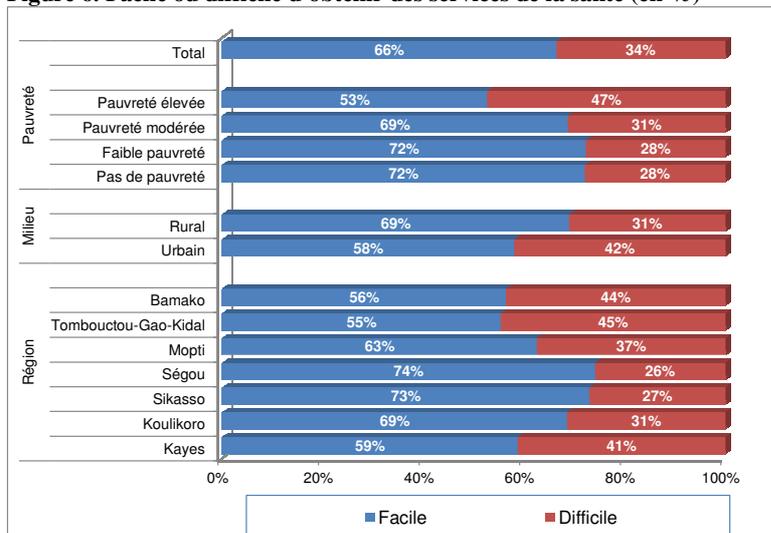
Figure 5. Expérience de pot-de-vin en contact avec les services de santé (en %)



Bien sûr, il est plus facile que difficile d'obtenir des services des centres de santé, 66% contre 34%, encore plus facile pour les ruraux que pour les urbains (69% contre 58%) et également beaucoup plus facile pour les non pauvres que pour les pauvres. Plus vous êtes pauvres, plus il vous est difficile d'obtenir des services de santé. Par région, les difficultés semblent plus importantes au nord (45%) et à Bamako (44%) ainsi qu'à Kayes (41%). Les régions qui se plaindraient moins de leur interaction avec les centres de santé sont celles de Ségou et Sikasso

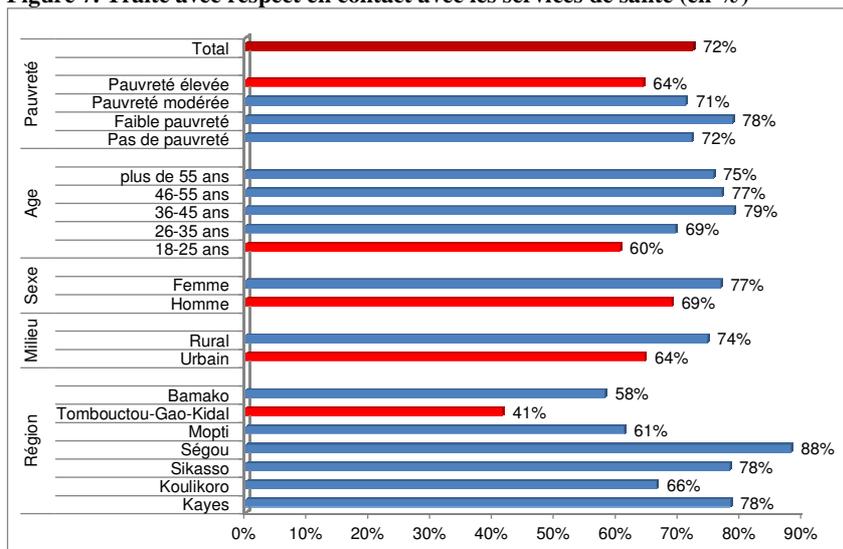
(seulement 26 et 27% d'incidence de la difficulté à obtenir satisfaction pour 34% de moyenne nationale).

Figure 6. Facile ou difficile d'obtenir des services de la santé (en %)



Les usagers des cliniques ou hôpitaux sont moins traités avec respect que ceux de l'école publique (72% contre 78%). Ici, le respect dépend de beaucoup plus de caractéristiques sociodémographiques dont la région, le milieu, le sexe, l'âge et le statut de pauvreté. Ainsi les ruraux sont mieux traités avec respect que les urbains, les femmes plus que les hommes, les jeunes de 18-25 ans, beaucoup moins que leurs aînés tout comme les pauvres vis-à-vis des non pauvres. Le traitement avec respect dans une clinique ou dans un hôpital est beaucoup plus rare dans les 3 régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal), 41% contre 72% de score moyen national, plus de 30 points de pourcentage d'écart. A l'opposé, les usagers de Ségou sont beaucoup plus traités avec respect (88%) suivis de ceux de Sikasso et Kayes (78% chacune).

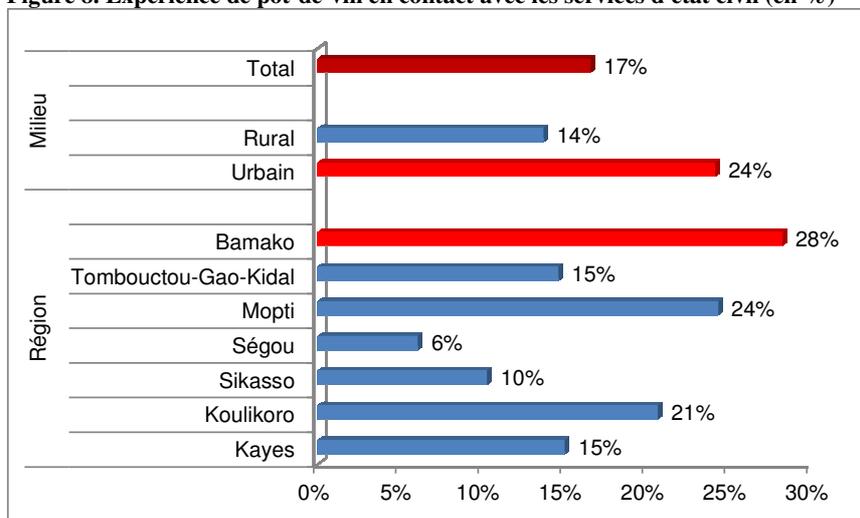
Figure 7. Traité avec respect en contact avec les services de santé (en %)



2.3. Acquisition d'une pièce d'identité

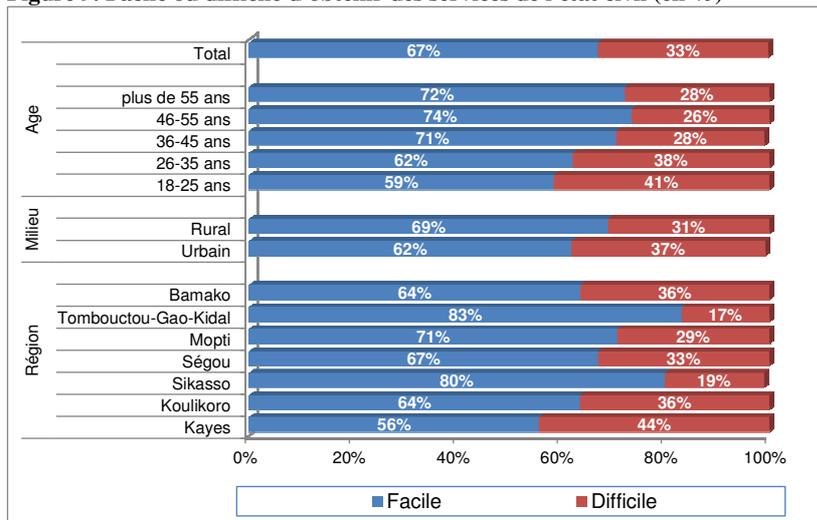
Au lieu de l'école ou de la clinique, il s'agit cette fois de besoins d'acquérir une pièce d'identité (extrait de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur, toute autorisation officielle du gouvernement) et de l'interaction du répondant avec l'agent de l'état civil chargé de délivrer le document en question. Plus que les deux précédents services publics, ici l'incidence de la corruption monte à 17%, de 14% sur les ruraux (qui en demandent moins certainement) à 24% sur les urbains (plus demandeurs et consommateurs de pièces d'identité de toutes sortes). A l'instar des urbains, de façon générale, c'est à Bamako que l'expérience de pot-de-vin est plus prononcée (28% d'incidence) suivie de Mopti (24%). Le phénomène est par contre beaucoup plus rare à Ségou (6%) et tout aussi rare à Sikasso (10%). Les régions de l'ouest (Kayes) et du nord (Tombouctou-Hao-Kidal) sont dans une position médiane, 15% chacune.

Figure 8. Expérience de pot-de-vin en contact avec les services d'état civil (en %)



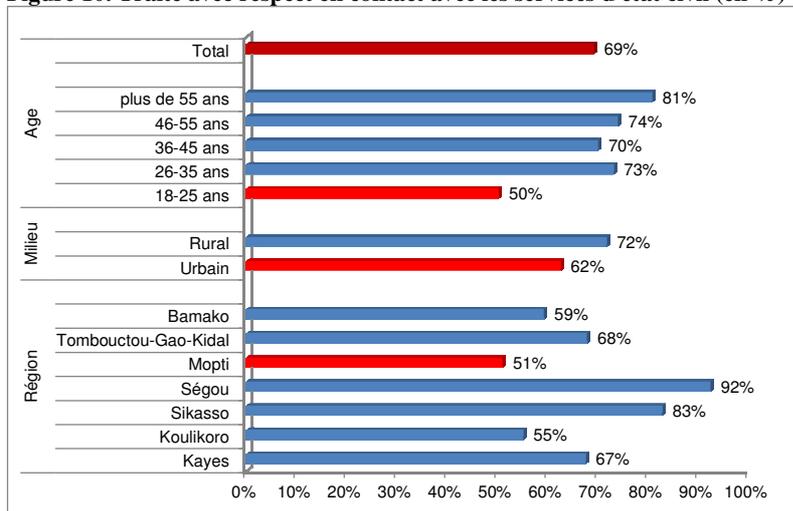
Pour les deux tiers des usagers, il est plutôt facile d'obtenir des pièces d'identité, légèrement moins en milieu urbain qu'en milieu rural (62% contre 69%). Les difficultés d'obtention sont négativement et significativement corrélées à l'âge, plus l'utilisateur est jeune plus il lui est difficile d'obtenir les pièces d'identité, 41% de difficulté pour les 18-25 ans contre 28% les plus de 55 ans. A Kayes, il est particulièrement plus difficile d'obtenir de telles pièces (44%), beaucoup plus qu'à Tombouctou-Gao-Kidal (17%) ou à Sikasso (19%). Les autres régions occupent une position médiane.

Figure 9. Facile ou difficile d'obtenir des services de l'état civil (en %)



Non seulement, l'usager fait plus d'expérience de pot-de-vin avec l'état civil, il est en plus moins traité avec respect comparativement à l'école ou au centre de santé. Moins de 7 usagers sur 10 (69%) se disent avoir été traités avec respect par l'état civil, moins pour les urbains que les ruraux (62% contre 72%). Ce traitement avec respect augmente avec l'âge, ce qui semble culturel, de seulement 50% les 18-25 ans à 81% les plus de 55 ans, soit 31 points de pourcentage d'écart, ce qui est énorme. Seuls les usagers de Ségou (92%) et de Sikaaso (83%) sont mieux traités avec respect, bien au-dessus de la moyenne nationale de 69%. A l'opposé, les usages de Koulikoro (55%) et singulièrement de Mopti (51%) semblent moins bien traités avec respect par les agents publics en charge de l'état civil. Les autres régions sont intermédiaires à ces deux groupes extrêmes.

Figure 10. Traité avec respect en contact avec les services d'état civil (en %)

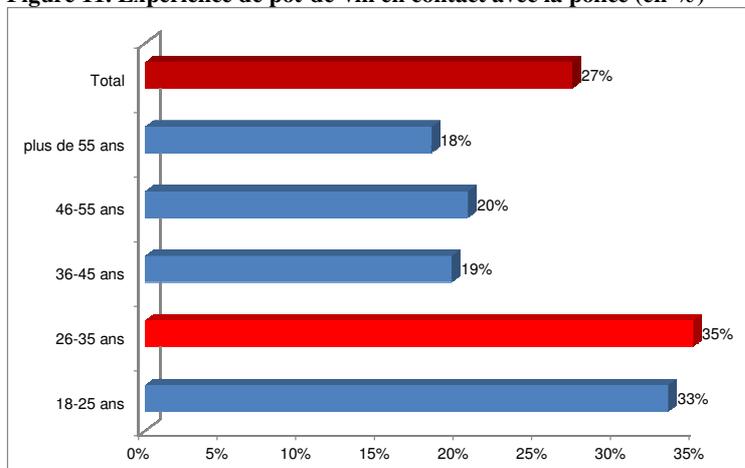


2.4. Avoir affaire à la police

Il est enfin question de l'interaction du répondant avec la police pour tout besoin d'assistance ou de toute autre situation comme les postes de contrôle, les arrêts de contrôle d'identité, ou une quelconque enquête. L'indidence de la corruption est ici de 10 points de pourcentage au-dessus de l'état civil (27% contre 17%), avec comme seul facteur explicatif significatif, l'âge. L'indidence du pot-de-vin est particulièrement plus élevée chez les jeunes de 18-35 ans, 33%

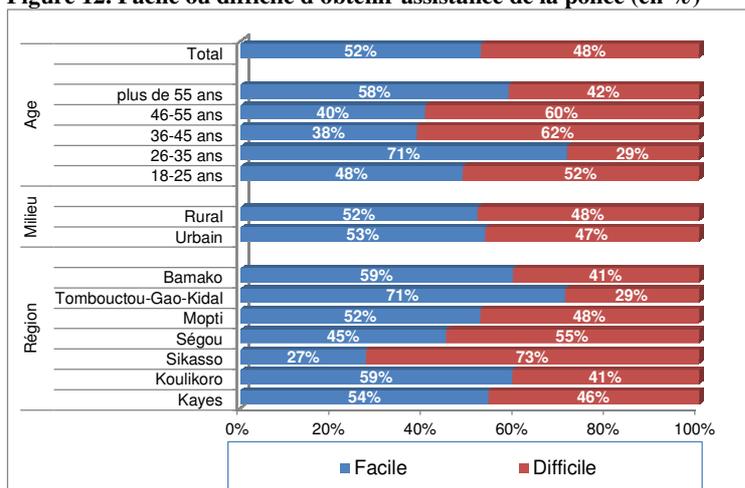
les 18-25 ans et 35% les 26-35 ans, autour du tiers de ces jeunes quel que soit le groupe d'âge. Elle est de 18% chez les plus de 55 ans, à 1 ou 2 points de pourcentage en dessous des 36-45 ans ou des 46-55 ans.

Figure 11. Expérience de pot-de-vin en contact avec la police (en %)



Malgré la pratique plus courante du pot-de-vin, il est encore plus difficile que pour tout autre service public d'obtenir assistance de la police, 48% contre 33% l'état civil, 34% la santé et 16% l'école. Cette difficulté dépend significativement du milieu de résidence, de l'âge et de la région. L'assistance de la police est particulièrement plus difficile à obtenir pour les 36-55 ans, entre 60 et 62% et aussi quoique dans une moindre mesure les jeunes de 18-25 ans. Cette assistance de la police devient cauchemardesque à Sikasso, 73% des usagers déclarant qu'il est difficile de l'obtenir, à près de 20 points de pourcentage au-dessus de sa poursuivante immédiate, Ségou avec 55%. C'est finalement seulement au nord qu'il est particulièrement facile d'obtenir assistance de la police, 71% sur une moyenne nationale de 52%. Toutes les autres régions sont dans une situation intermédiaire, ni trop difficile ni particulièrement facile.

Figure 12. Facile ou difficile d'obtenir assistance de la police (en %)



3. Lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption demande aussi l'implication des médias dans leur mission de rapporter les cas de corruption, la participation des citoyens ordinaires quoiqu'ils puissent risquer des représailles ou autres conséquences négatives avec pour eux à charge de s'enquérir

d'information sur ce qui peut constituer une source potentielle de corruption telle que l'exécution d'un budget ou d'un contrat et enfin leur capacité à faire réagir toute autorité anti-corruption une fois saisie d'acte répréhensible de corruption.

3.1. Les médias devraient enquêter sur les cas de corruption

Deux affirmations sont présentées au sondé pour qu'il choisisse celle avec laquelle il est d'accord, à savoir (i) les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement, et (ii) trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays. Nous présentons ci-dessous les scores de ceux qui disent être (tout à fait) d'accord ou non avec la première affirmation. Près de trois quarts des sondés (74%) estiment que les médias devraient enquêter et publier constamment sur la corruption et les erreurs du gouvernement. Ce score varie selon le milieu, le statut de pauvreté vécue et par région. Les ruraux le voudraient plus que les urbains, 75% contre 69%, les faiblement ou modérément pauvres plus que les non pauvres ainsi que les sévèrement pauvres. La région de Sikasso le voudrait largement plus que les autres régions contrairement aux régions du nord qui en demanderaient beaucoup moins, seulement 60%, à 30 points de pourcentage en deçà de Sikasso, moins aussi à Bamako (65%) derrière les autres régions.

Tableau 3. Les médias devraient enquêter et publier sur la corruption (en %)

		Oui	Non	Ni oui ni non	NSP
Région	Kayes	71%	28%	1%	0%
	Koulikoro	72%	26%	1%	1%
	Sikasso	90%	9%	1%	0%
	Ségou	73%	27%	0%	0%
	Mopti	73%	27%	0%	0%
	Tombouctou-Gao-Kidal	60%	38%	1%	0%
Milieu	Bamako	65%	34%	1%	0%
	Urbain	69%	31%	0%	0%
	Rural	75%	24%	1%	0%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté	67%	33%	0%	0%
	Faible pauvreté	78%	21%	1%	0%
	Pauvreté modéré	76%	23%	1%	1%
	Pauvreté élevée	68%	32%	1%	0%
Total		74%	25%	1%	0%

3.2. Risque de signaler des actes de corruption

Les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent, telle était la question posée et dont les réponses permettent de mesurer combien il est risqué au Mali de dénoncer un acte de corruption. Près des deux tiers des sondés (64%) estiment qu'il est plutôt risqué de signaler des actes de corruption contre seulement un tiers qui estiment être à mesure de signalement sans peur, autant dire que le citoyen s'engagerait difficilement dans la dénonciation des corrompeturs ou des corrompus, particulièrement les femmes (67% de risque de représailles contre 61% pour les hommes) et ceux vivant dans les régions de Kayes (72%) et un peu Ségou (69%). Il n'y a finalement que les non pauvres à se prononcer majoritairement pour la dénonciation sans peur (51% contre à peine un tiers des pauvres).

Tableau 4. Les citoyens ordinaires peuvent signaler les actes de corruption ... (en %)

		Sans peur	Risque de représailles	Refus	NSP
Région	Kayes	26%	72%	0%	2%
	Koulikoro	38%	60%	0%	1%
	Sikasso	34%	65%	0%	1%
	Ségou	31%	69%	0%	0%
	Mopti	42%	56%	0%	2%
	Tombouctou-Gao-Kidal	41%	56%	2%	1%
	Bamako	33%	62%	0%	5%
Sexe	Homme	38%	61%	0%	1%
	Femme	30%	67%	0%	3%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté	51%	48%	0%	1%
	Faible pauvreté	33%	67%	0%	0%
	Pauvreté modéré	30%	68%	0%	2%
	Pauvreté élevée	36%	61%	0%	2%
Total		34%	64%	0%	2%

3.3. Obtenir des information de services publics

Nous mesurons ici la probabilité que le citoyen ordinaire obtienne des informations sur un certain nombre d'éléments pouvant l'intéresser auprès du gouvernement ou de toute autre institution publique. Ces éléments pouvant être (i) le budget de l'école et l'usage qui est fait des fonds de l'école de la localité, (ii) les plans de développement et le budget communal auprès de la mairie, ou encore (iii) un contrat ou un achat financé par le gouvernement toujours auprès de sa mairie. Très peu de maliens pensent qu'il est probable d'obtenir des informations sur ces éléments-là, à peine trois sur dix, qu'il s'agisse du budget de l'école, de celui communal ou d'un quelconque contrat ou achat en faveur de la commune. C'est singulièrement peu probable d'obtenir de telles informations dans la région de Koulikoro, 15 à 16% seulement quel que soit l'élément, à l'opposé des régions du nord, du centre et de Ségou. La probabilité en question est indépendante de toutes les autres caractéristiques sociodémographiques généralement retenues, milieu, sexe, âge, éducation ou statut de pauvreté.

Tableau 5. Il est probable d'obtenir des informations sur ... par région (en %)

	Le budget de l'école	Le budget communal	Un contrat/achat pour la commune
Kayes	35%	35%	39%
Koulikoro	15%	16%	16%
Sikasso	29%	36%	32%
Ségou	40%	40%	38%
Mopti	36%	48%	43%
Tombouctou-Gao-Kidal	37%	42%	43%
Bamako	30%	28%	23%
Total	30%	32%	31%

3.4. Probabilité de faire réagir sur un acte de corruption

Est-il probable (quelque peu ou très probable) versus improbable (pas du tout ou pas très probable) qu'un citoyen ordinaire fasse réagir la mairie ou la commune ou encore l'autorité anti-corruption à qui il a signalé un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin. Majoritairement, les maliens pensent qu'il n'est pas probable de faire réagir une autorité anti-corruption quelconque lorsqu'un acte de corruption lui aurait été signalé, 60% contre seulement 38% qui trouvent que ça serait plutôt probable et 2% qui ne le savent pas. Les femmes trouvent cette réaction de l'autorité anti-corruption encore moins probable que les hommes, 63% contre 57%. Il n'y a finalement qu'à Mopti ou une majorité se dégage pour l'avis contraire, à savoir plus probable qu'improbable de faire réagir ladite

autorité, 57% contre 41%, cela à l'exact opposé de Sikasso, 30% contre 69% et quelque peu Koulikoro, 32% contre 67%.

Tableau 6. Il est probable de faire réagir l'autorité anti-corruption sur un acte de corruption (en %)

		Probable	Pas probable	NSP
Région	Kayes	45%	49%	6%
	Koulikoro	32%	67%	1%
	Sikasso	30%	69%	1%
	Ségou	36%	64%	0%
	Mopti	57%	41%	2%
	Tombouctou-Gao-Kidal	48%	52%	0%
	Bamako	35%	59%	5%
Sexe	Homme	42%	57%	1%
	Femme	33%	63%	3%
Total		38%	60%	2%

4. Evolution de la corruption

Cette évolution s'apprécie au regard des personnes ou institutions impliquées dans des actes de corruption, de l'augmentation ou de la diminution de l'incidence de la corruption d'une année à l'autre, de la pratique des pots-de-vin dans certains services publics tels que l'école, la santé, l'état civil ou encore la police, et enfin la perception, pour les citoyens ordinaires, du risque de dénonciation des actes de corruption à toute autorité de lutte contre le fléau.

4.1. De moins en moins de personnes impliquées dans la corruption, vraiment ?

Les personnes les plus impliquées dans la corruption, bon an mal an, sont les personnes d'affaires (hommes ou femmes d'affaires), les juges et magistrats, les policiers et gendarmes et les agents des impôts. En 2020, le corps judiciaire paraissait le plus corrompu, 62%, devant les policiers/gendarmes et les fonctionnaires (53% chaque corps). C'est probablement l'année faste de la corruption quand on voit que sur 11 corps examinés, 6 avaient une majorité de corrompus aux yeux des citoyens, de 50% à 62%, contre seulement 3 des 11 corps en 2014 comme en 2017 et aucun en 2022. Les chefs traditionnels comme les leaders religieux et un peu les ONG, apparaissent beaucoup moins corrompus sans démenti véritable aucune année. La corruption avait atteint dans sa majorité la présidence de la République en 2020, pour en sortir ou presque en 2022, en tout cas à un niveau jamais égalé, en 2014 comme en 2017, avec une prévalence inférieure à celle des ONG. La situation est presque la même en ce qui concerne les députés quoique plus corrompus en 2022 que les fonctionnaires de la présidence. Les conseillers communaux occupent une position bien médiane pour toutes les années, 40 à 45% d'incidence de la corruption en leur sein.

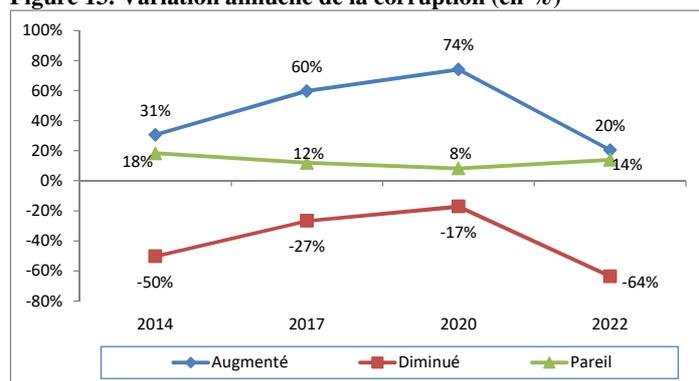
Tableau 7. Evolution du pourcentage de personnes impliquées dans la corruption (en %)

	2014	2017	2020	2022
Personnes d'affaires	70%	58%		49%
Juges/magistrats	56%	59%	62%	48%
Fonctionnaires	43%	49%	53%	45%
Policiers/gendarmes	53%	55%	53%	45%
Agents des impôts	46%		50%	44%
Conseillers communaux	44%	41%	45%	40%
Députés	36%	47%	53%	34%
ONG		20%		27%
Président et fonctionnaires de la présidence	35%	47%	53%	26%
Leaders religieux	13%	14%	21%	23%
Chefs traditionnels	13%	14%	18%	22%

4.2. La corruption augmente-t-elle ou diminue-t-elle ?

Globalement, la corruption a augmenté de 2014 à 2020, passant de 31% à 74% en passant par 60% en 2017. Cela est d'autant plus vrai que 2014 marquait une diminution de -50% de la corruption par rapport à 2013 quand le Président IBK fraîchement élu assignait à la lutte contre la corruption la priorité de son mandat. La fin écourtée de son mandat en 2020 marquera la plus forte hausse de la corruption au Mali et corrélaivement la plus faible baisse aux yeux des citoyens. L'année 2022 marque une accélération de la diminution de la corruption, -64% en 2022 comparativement à 2021.

Figure 13. Variation annuelle de la corruption (en %)



Quand on regarde seulement l'augmentation d'une année sur l'autre de la corruption, on remarque que ladite augmentation de 2014 jusqu'en 2020 est constatée dans toutes les régions du pays avec toutefois une légère diminution dans les trois régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal) en 2017 par rapport à 2016 comparativement à 2014 sur 2013 quand l'augmentation est passée de 58% en 2014 à 42% en 2017. La même augmentation constante est observée aussi bien chez les hommes que chez les femmes, et cela quel que soit le niveau d'éducation ou le statut de pauvreté. Le ralentissement de l'augmentation annuelle de la corruption globalement observé en 2022 est aussi effectif quelle que soit la région, le sexe, le niveau d'éducation ou le statut de pauvreté des répondants à l'enquête Afrobarometer. Mieux, le taux d'augmentation va être partout en deçà de celui de 2014 à la seule exception de Ségou où l'on enregistre 21% en 2022 contre 19% en 2014, soit 2 points de pourcentage de détérioration de l'incidence de la corruption dans cette région. Les niveaux absolus d'augmentation de la corruption les plus élevés sont observés dans les régions du centre et du nord (31 et 30% d'augmentation en 2022 par rapport à 2021). En général, les femmes perçoivent plus d'augmentation de la corruption que les hommes et les pauvres légèrement plus que les non pauvres. En 2020, les non pauvres percevaient plus d'augmentation de la corruption que les non pauvres et exactement le contraire en 2022, les éduqués plus que les analphabètes en 2020 et l'inverse en 2022.

Tableau 8. Augmentation des taux de corruption (en %)

		2014	2017	2020	2022
Région	Kayes	35%	63%	73%	16%
	Koulikoro	20%	62%	68%	20%
	Sikasso	29%	66%	62%	18%
	Ségou	19%	64%	88%	21%
	Mopti	38%	49%	73%	31%
	Tombouctou-Gao-Kidal	58%	42%	87%	30%
Sexe	Bamako	28%	62%	73%	18%
	Homme	28%	60%	73%	15%
Education	Femme	33%	59%	75%	26%
	Aucun	30%	60%	71%	22%
	Primaire	31%	62%	79%	18%
	Secondaire	30%	55%	76%	19%
Pauvreté vécue	Postsecondaire	37%	57%	74%	18%
	Pas de pauvreté	25%	53%	80%	9%
	Faible pauvreté	26%	61%	74%	17%
	Pauvreté modéré	34%	58%	71%	24%
Total	Pauvreté élevée	48%	62%	76%	25%
		31%	60%	74%	20%

4.3. Pot-de-vin et niveaux d'accès aux services publics

L'expérience avérée des pots-de-vin dans leurs contacts avec un certain nombre de services publics n'est pas des plus alarmantes pour autant l'on assiste à l'augmentation de la perception de la corruption au Mali en même temps que très vraisemblablement la corruption touche bien plus d'institutions et de services que les 4 seuls services pour lesquels leurs propres expériences ont été demandées aux enquêtés. Néanmoins, de 2014 à 2020, l'expérience de pot-de-vin a bien cru dans les services de santé et d'état civil et légèrement dans les contacts des citoyens avec l'école publique, même si dans chacun des cas, 2017 marque une légère baisse par rapport à 2014. Il importe de signaler que la pratique des pots-de-vin avait baissé dans les contacts avec les services de police de 2014 à 2020, pour rebondir en 2022, de 10 points de pourcentages par rapport à 2020 mais en deçà du niveau record de 2014, 35% de prévalence. Le contact avec les services de l'école publique nécessite plus de pot-de-vin en 2022 que sur chacune des années précédentes, 6% en 2017 et 8% en 2020 contre 10% en 2022.

Tableau 9. Evolution de l'expérience de pot-de-vin (en %)

	2014	2017	2020	2022
Ecole	7%	6%	8%	10%
Santé	8%	7%	15%	13%
Etat civil	22%	20%	27%	17%
Police	35%	17%	15%	25%

Quelle que soit l'année considérée, l'accès aux services de police est plus difficile comparativement aux 3 autres services publics retenus, pour la majorité des usagers en 2014 (56%) puis entre 35 et 46% les autres années. Elle est suivie des services d'état civil, entre 29% et 40%, légèrement en deçà de la santé en 2020, 29% contre 30% de difficulté d'accès. Si les difficultés d'accès à l'école publique pour les usagers s'est quelque peu atténuée au fil des années, c'est l'inverse pour les services de santé où l'accès est devenu de plus en plus difficile d'année en année.

Tableau 10. Evolution de l'accès à des services publics (en %)

	2014		2017		2020		2022	
	Facile	Difficile	Facile	Difficile	Facile	Difficile	Facile	Difficile
Ecole	81%	19%	81%	19%	85%	15%	86%	14%
Santé	74%	26%	73%	27%	70%	30%	68%	32%
Etat civil	61%	39%	60%	40%	71%	29%	66%	34%
Police	44%	56%	56%	44%	65%	35%	54%	46%

4.4. Est-il risqué de signaler des actes de corruption ?

Tableau 11. Evolution des risques de signaler des actes de corruption (en %)

		2017		2020		2022	
		Sans peur	Risque de représailles	Sans peur	Risque de représailles	Sans peur	Risque de représailles
Région	Kayes	50%	49%	33%	67%	26%	73%
	Koulikoro	33%	63%	40%	60%	34%	64%
	Sikasso	31%	68%	27%	73%	34%	65%
	Ségou	24%	76%	20%	78%	30%	70%
	Mopti	34%	66%	24%	75%	39%	60%
	Tombouctou-Gao-Kidal	24%	76%	27%	73%	42%	56%
	Bamako	30%	70%	27%	72%	34%	60%
Sexe	Homme	34%	65%	33%	67%	38%	61%
	Femme	31%	68%	24%	75%	29%	69%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté	35%	65%	28%	71%	51%	48%
	Faible pauvreté	32%	67%	28%	72%	31%	68%
	Pauvreté modéré	31%	69%	29%	70%	30%	67%
	Pauvreté élevée	37%	62%	28%	71%	33%	64%
Total		32%	67%	28%	71%	33%	65%

Les sondés pensent majoritairement et cela quelle que soit l'année d'enquête, qu'ils risquent des représailles ou autres conséquences négatives s'ils signalent un acte quelconque de corruption à toute autorité de lutte contre ce fléau, au moins pour 2 citoyens sur 3. Aussi sont-ils à peine un tiers des maliens à penser qu'ils ne devraient pas avoir peur de signaler les cas de corruption. Les femmes craignent davantage des représailles que les hommes, de 3 à 8 points de pourcentage de plus. Si en 2017 et 2020, les pauvres le craignent tout autant que les non pauvres, en 2022, la crainte de représailles est devenue le propre des pauvres, deux tiers d'entre eux contre moins de la moitié (48%) des non pauvres, aussi la majorité des non pauvres n'avaient plus peur de signaler. Le risque de représailles a globalement baissé en 2022 par rapport à 2020 sauf à Kayes et Koulikoro où il a plutôt augmenté. Tout aussi globalement, le risque de représailles a augmenté en 2020 comparativement à 2017 sauf encore à Koulikoro et au nord (Tombouctou-Gao-Kidal). Sur toute la période 2017-2022, il n'y a qu'à Kayes que le risque de représailles monte à l'échelle des dénonciations d'actes de corruption.

Conclusions

Il est intéressant de noter que la perception de la corruption est plus dense à Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Les niveaux de variation de la corruption dépendent de la région, du sexe, du niveau d'éducation et du statut de pauvreté vécue. Moins le sondé est pauvre, plus il dira que la corruption a diminué. Il y a également davantage de perception de diminution de la corruption qu'augmente le niveau d'éducation. Les hommes perçoivent plus de diminution que les femmes, à plus de 20 points de pourcentage d'écart.

La pauvreté détermine l'accueil réservé aux usagers des services publics e.g. 7% des non pauvres versent un pot-de-vin à l'école contre 21% des pauvres. Aussi, les pauvres estiment à seulement un tiers qu'ils peuvent signaler la corruption sans peur contre 51% des non pauvres.

La lutte contre la corruption devrait accorder une attention particulière aux régions où le pot-de-vi est beaucoup plus présent, comme au nord (32%) et au centre (25%) plutôt que dans les régions de Kayes (6%), Koulikoro (8%) ou Ségou (9%). Au nord, les usagers des cliniques ou hôpitaux sont en outre moins traités avec respect que partout ailleurs, 41% contre 72% de score moyen national. Heureusement qu'au moins il est ici particulièrement plus facile d'obtenir assistance de la police, 71% sur une moyenne nationale de 52%.

Il n'y a finalement qu'à Mopti où la majorité des sondés pense qu'il est plus probable qu'improbable de faire réagir ladite autorité, 57% contre 41%, cela à l'exact opposé de Sikasso, 30% contre 69%. Il faut se rappeler que les difficultés d'obtention sont négativement et significativement corrélées à l'âge, plus l'utilisateur est jeune plus il lui est difficile d'obtenir les pièces d'identité, 41% de difficulté pour les 18-25 ans contre 28% les plus de 55 ans. De même, le respect par l'état civil augmente avec l'âge, 31 points de pourcentage d'écart entre les 18-25 ans et les plus de 55 ans, ce qui paraît énorme.

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle "*Les GREAT Cahiers*", il entend :

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont :

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à "*Les GREAT Cahiers*" pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.